

PROFIL :

FONDATION MO IBRAHIM
— IIAG 2022

Djibouti

2012-2021 RÉSULTATS
DE GOUVERNANCE



[mo.ibrahim.foundation](https://moibrahimfoundation.org)

FB→ /MoIbrahimFoundation

TW→ @Mo_IbrahimFdn #IIAG

IG→ moibrahimfoundation

Table des matières

Cadre de l'IIAG 2022	p. 3
Interprétation des résultats	p. 6
Gouvernance globale : scores, classements et tendances	p. 7
Catégories : scores et tendances	p. 9
Sous-catégories : scores et tendances	p. 10
Indicateurs : scores et tendances	p. 12
Voix des citoyens : scores et tendances	p. 13
Données générales	p. 14
Données complémentaires	p. 15
Fiches des scores IIAG 2022	p. 16
Sources	p. 17
Acronymes	p. 18

Cadre de l'IIAG 2022

Publié depuis 2007, l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG) évalue les performances de 54 pays africains en matière de gouvernance au cours des dix dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme la fourniture de biens publics dans les domaines politique, social, économique et environnemental que chaque citoyen est en droit d'attendre de l'État, et que tout État est tenu d'offrir à ses citoyens.

L'IIAG 2022 couvre les dix années comprises entre 2012 et 2021. Les données proviennent de 47 sources, auprès desquelles sont recueillies 265 variables, regroupées en 81 indicateurs. Tous les indicateurs de l'IIAG, sauf quatre, sont constitués d'au moins deux variables, afin que l'évaluation de la gouvernance s'appuie sur plusieurs mesures indirectes.

Ils sont organisés en 16 sous-catégories et quatre catégories (*Sécurité et État de droit ; Participation, Droits et Inclusion ; Fondement des opportunités économiques ; et Développement humain*), qui composent le score de *Gouvernance globale*.

En incluant toutes les données recueillies auprès des différentes sources et les scores composites calculés expressément pour l'IIAG, on dénombre au total 413 mesures différentes de gouvernance pour chaque pays ou groupe, quelle que soit l'année de la période de dix ans concernée. Ces mesures sont constituées d'indicateurs évaluant des aspects spécifiques tels que le *Respect de l'État de droit par le pouvoir exécutif*, qui fait partie de la sous-catégorie *État de droit et justice*, relevant elle-même de la catégorie globale *Sécurité et État de droit*. L'ensemble de données de l'IIAG 2022 comprend au total plus de 220 000 points de données.

Les citoyens étant les bénéficiaires finaux de la gouvernance et du leadership publics, la mesure des performances en matière de gouvernance ne saurait s'appuyer uniquement sur des évaluations officielles réalisées par des experts. C'est pourquoi l'IIAG est accompagné d'un ensemble de données complémentaires regroupées dans la section Voix des citoyens, visant à évaluer la perception par les citoyens africains des performances en matière de gouvernance, à partir de 36 variables relatives à la perception publique issues d'Afrobarometer.



GOVERNANCE GLOBALE



SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

Sécurité et sûreté

- Absence de conflit armé
- Absence de violences à l'encontre de la population civile
- Absence de migration forcée
- Absence de traite des personnes et de travail forcé
- Absence de criminalité

État de droit et justice

- Respect de l'État de droit par le pouvoir exécutif
- Impartialité du système judiciaire
- Procédures judiciaires
- Égalité devant la loi
- Application de la loi
- Droits de propriété

Redevabilité et transparence

- Contrepouvoirs institutionnels
- Absence de pression indue sur le gouvernement
- Contrepouvoirs civiques
- Transparence des archives publiques
- Accès aux archives publiques

Lutte contre la corruption

- Dispositifs anti-corruption
- Absence de corruption au sein des institutions d'État
- Absence de corruption au sein du secteur public
- Procédures de passation des marchés publics
- Absence de corruption au sein du secteur privé



PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

Participation

- Libertés d'association et de réunion
- Pluralisme politique
- Espace accordé à la société civile
- Élections démocratiques

Droits

- Libertés individuelles
- Libertés d'expression et de croyance
- Liberté des médias
- Droits numériques
- Protection contre la discrimination

Inclusion et égalité

- Égalité en matière de pouvoir politique
- Égalité en matière de représentation politique
- Égalité en matière de libertés individuelles
- Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques
- Égalité en matière d'accès aux services publics

Parité

- Pouvoir et représentation politiques des femmes
- Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes
- Opportunités socioéconomiques pour les femmes
- Égalité d'accès des femmes aux services publics
- Législation contre les violences à l'encontre des femmes

Voix des citoyens



PERCEPTION DES CITOYENS EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE GLOBALE

Perception des citoyens en matière de Sécurité et d'État de droit

- Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté
- Perception des citoyens en matière d'État de droit
- Perception des citoyens en matière de redevabilité
- Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption

Perception des citoyens en matière de Participation, Droits et Inclusion

- Perception des citoyens en matière des élections et de la liberté
- Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité
- Perception par les citoyens du leadership féminin



FONDEMENT DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Administration publique

- État civil
- Capacité du système statistique
- Mobilisation des ressources fiscales
- Gestion budgétaire et financière
- Efficacité de l'administration

Environnement des affaires et du travail

- Intégration régionale
- Diversification économique
- Régulation des affaires et de la concurrence
- Accès à des services bancaires
- Relations du travail
- Fiabilité des opportunités d'emploi

Infrastructures

- Réseaux de transport
- Accès à l'énergie
- Communications mobiles
- Accès numérique
- Réseau de transport et postal

Économie rurale

- Accès au foncier et à l'eau en milieu rural
- Accès au marché en milieu rural
- Soutien de l'économie rurale
- Représentation et participation en milieu rural



DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Santé

- Accès aux soins de santé
- Accès à l'eau et à l'assainissement
- Contrôle des maladies contagieuses
- Contrôle des maladies non contagieuses
- Santé infantile et maternelle
- Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux (RSI)

Éducation

- Égalité en matière d'éducation
- Scolarisation
- Achèvement des études
- Ressources humaines dans l'enseignement
- Qualité du système éducatif

Protection sociale et services sociaux

- Filets de protection sociale
- Politiques de lutte contre la pauvreté
- Correction des inégalités socioéconomiques
- Logement décent
- Sécurité alimentaire

Environnement durable

- Protection de l'environnement
- Respect de la politique environnementale
- Qualité de l'air
- Utilisation durable des terres et des forêts
- Protection de la biodiversité terrestre et aquatique

Perception par les citoyens du Fondement des opportunités économiques

- Perception par les citoyens de l'administration publique
- Satisfaction des citoyens en matière d'opportunités économiques
- Satisfaction des citoyens en matière d'infrastructures

Perception par les citoyens du Développement humain

- Satisfaction des citoyens à l'égard de la prestation des soins de santé
- Satisfaction des citoyens en matière de services éducatifs
- Perception de la population concernant la protection sociale et l'aide sociale

Interprétation des résultats

Scores et classements

Les scores de l'IIAG quantifient la performance d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance, exprimée sur 100,0 (100,0 représentant toujours le meilleur score), et ce pour chaque année. Arrondis à une décimale près, les scores correspondent aux performances de chaque pays en regard des 54 autres pays africains.

Calculés à partir des scores respectifs, les classements sont exprimés sur 54. Lorsqu'au moins deux pays ont le même score, ils partagent la même place dans le tableau de classement (*ex aequo*).

Tendances sur 10 ans

Les tendances sur dix ans de l'IIAG offrent un niveau d'analyse complémentaire de celui des scores et des classements. Elles mesurent l'évolution du score absolu entre la première et la dernière année de la série temporelle. Les tendances sur dix ans de l'IIAG 2022 comparent les performances d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance en 2012 et en 2021, permettant ainsi d'évaluer leur évolution.

Classification par tendance

La classification par tendance constitue un troisième niveau d'analyse, qui vient compléter les scores, les classements et les tendances sur dix ans. La classification par tendance de l'IIAG sert à évaluer la tendance au cours de la deuxième moitié de la décennie (2017-2021 pour l'IIAG 2022) en regard de la tendance sur l'ensemble de la décennie (2012-2021). La comparaison entre la tendance sur la deuxième partie de la période et la tendance sur la période entière permet de déceler les signes précurseurs d'un changement d'orientation et de rythme des trajectoires suivies par les pays.

Classification par tendance	Caractéristique
Progression accélérée	Le score obtenu en 2021 est meilleur qu'en 2012, avec une accélération des progrès à partir de 2017
Progression ralentie	Le score obtenu en 2021 est meilleur que celui de 2012, mais les progrès ralentissent depuis 2017
Signal d'alerte	Le score obtenu en 2021 est meilleur que celui de 2012 ou n'a pas évolué, mais il régresse depuis 2017
Redressement	Le score obtenu en 2021 est plus faible que celui de 2012 ou n'a pas évolué, mais il s'améliore depuis 2017
Détérioration ralentie	Le score obtenu en 2021 est plus faible qu'en 2012, mais la régression ralentit depuis 2017
Détérioration accélérée	Le score obtenu en 2021 est plus faible qu'en 2012 et la régression s'accélère depuis 2017

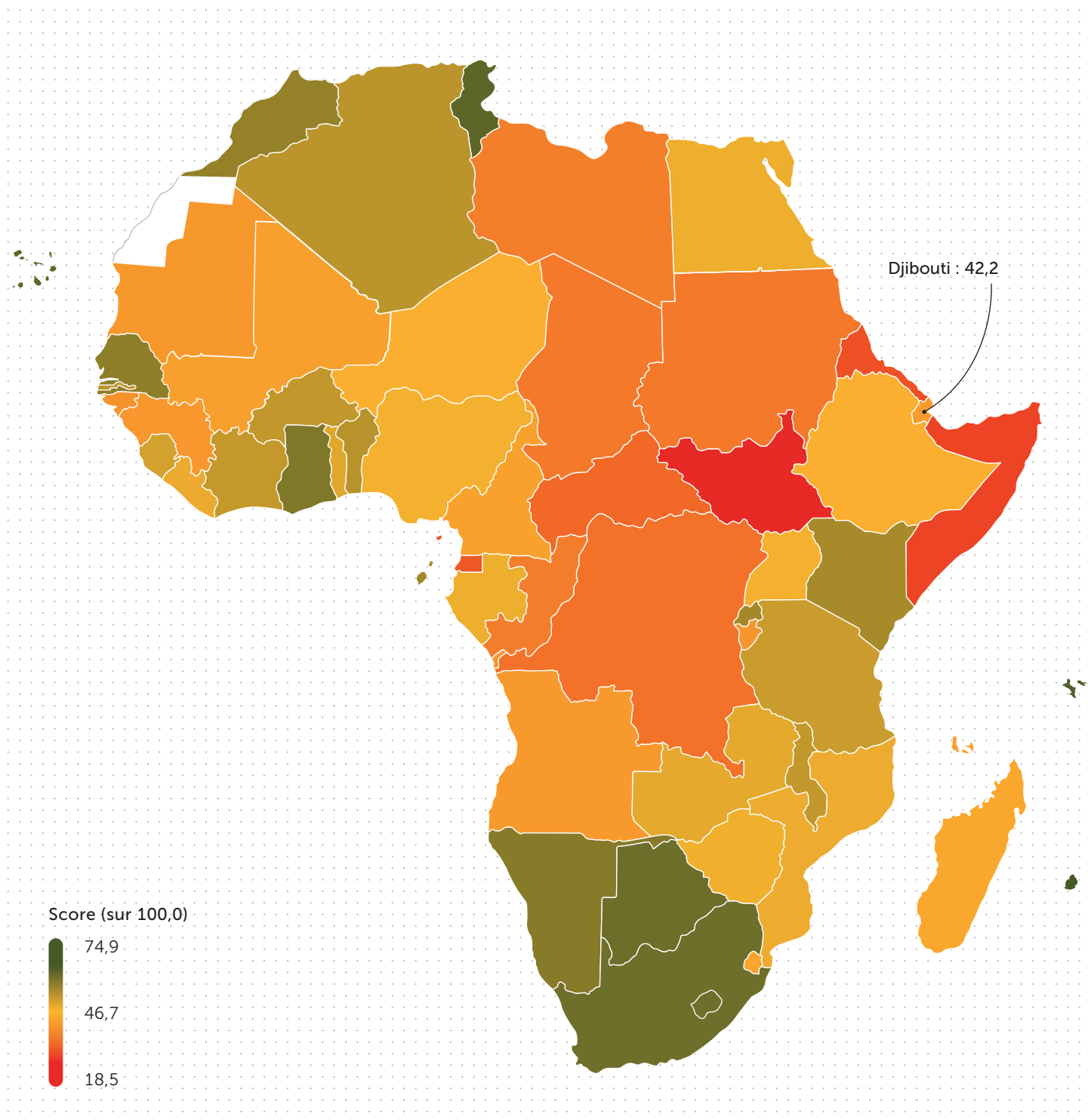
Gouvernance globale : scores, classements et tendances

Avec un score de 42,2 (sur 100,0), Djibouti se classe à la 39^e place (sur 54) en matière de *Gouvernance globale* en 2021.

Score (2021) 42,2

Classement (2021) 39^e

États africains : scores de *Gouvernance globale* (2021)



Gouvernance globale : scores, classements et tendances

Le score de Djibouti en matière de *Gouvernance globale* s'est amélioré au cours des dix dernières années (2012-2021), et ce, à un rythme accéléré au cours des cinq dernières années (2017-2021).

Tendances	Tendance sur 10 ans (2012-2021)	Tendance sur 5 ans (2017-2021)
Variation du score	+ 3,3	+ 2,5
Évolution du classement	+ 4,0	+ 3,0

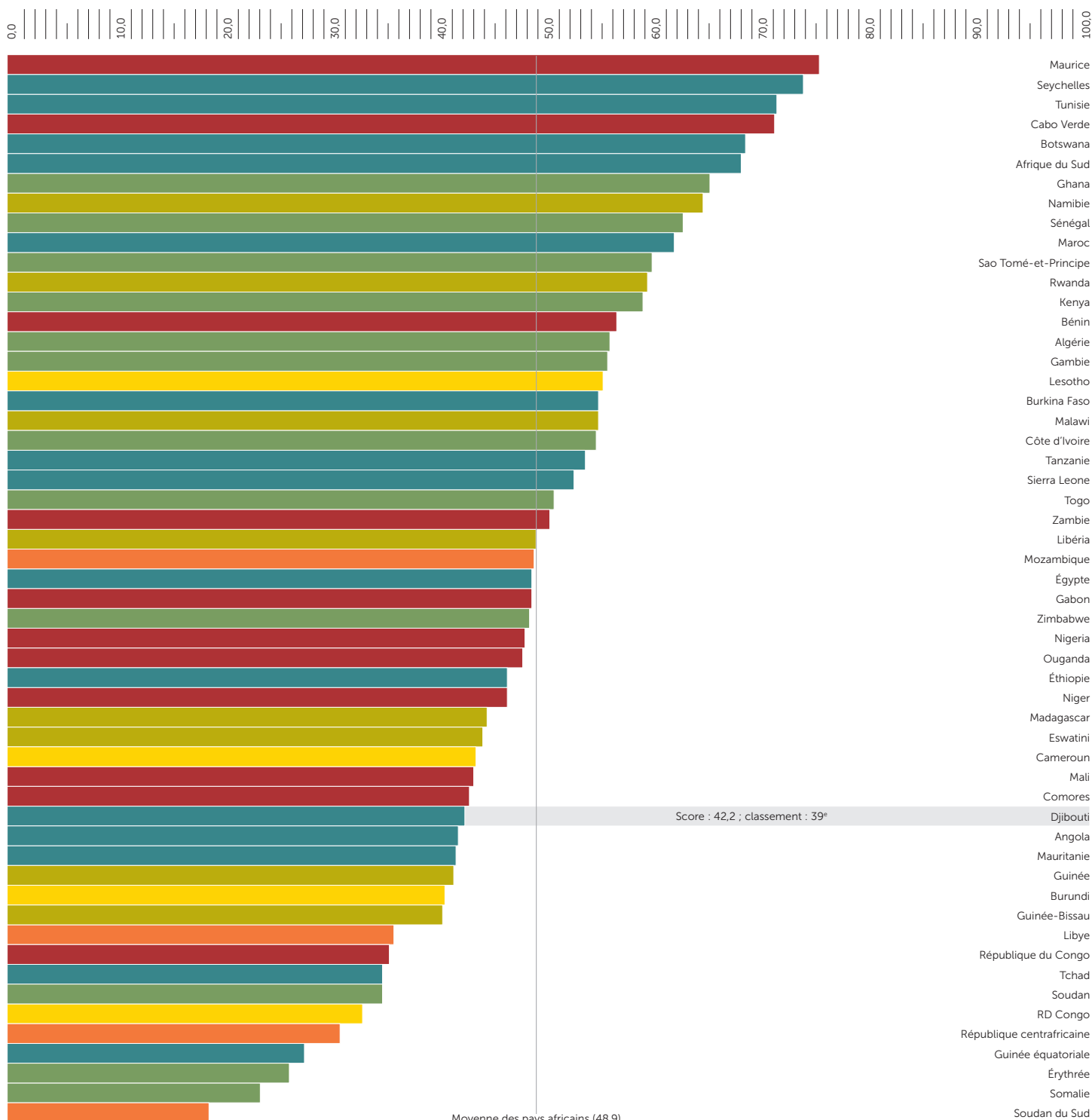
Classification des tendances Progression accélérée █

Classification des tendances

- █ Progression accélérée
- █ Progression ralentie
- █ Signal d'alerte
- █ Redressement
- █ Détérioration ralentie
- █ Détérioration accélérée

États africains : scores (2021) et classification par tendance (2012-2021) en matière de *Gouvernance globale*

Score



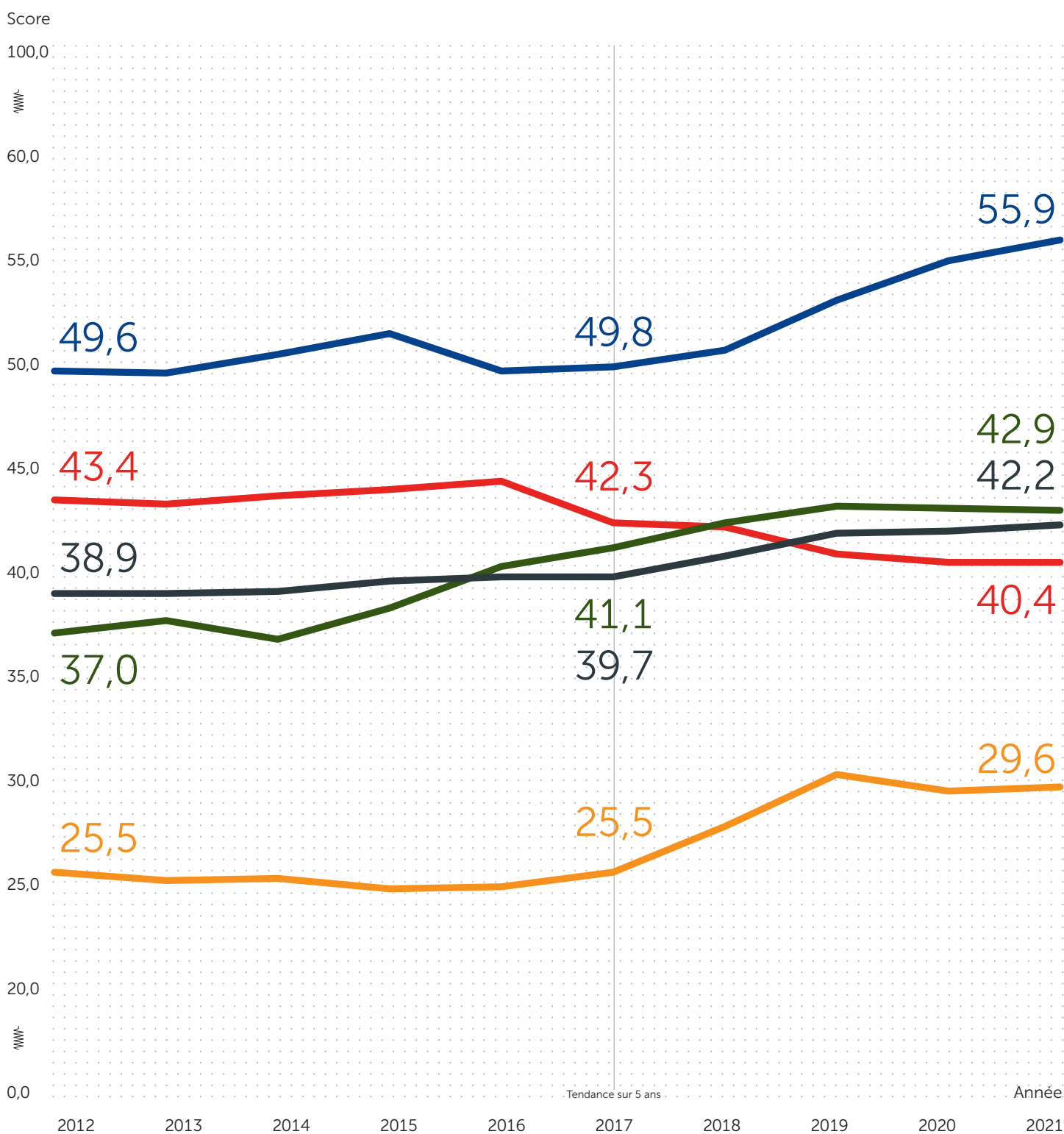
Catégories : scores et tendances

Depuis 2012, le score de Djibouti s'est amélioré dans trois des quatre catégories, à savoir *Participation, Droits et Inclusion*, *Fondement des opportunités économiques* et *Développement humain*. Il a toutefois diminué dans la catégorie *Sécurité et État de droit* en raison d'une régression dans les sous-catégories *Sécurité et sûreté*, *Redevabilité et transparence*, et *Lutte contre la corruption*.

Catégories IIAG

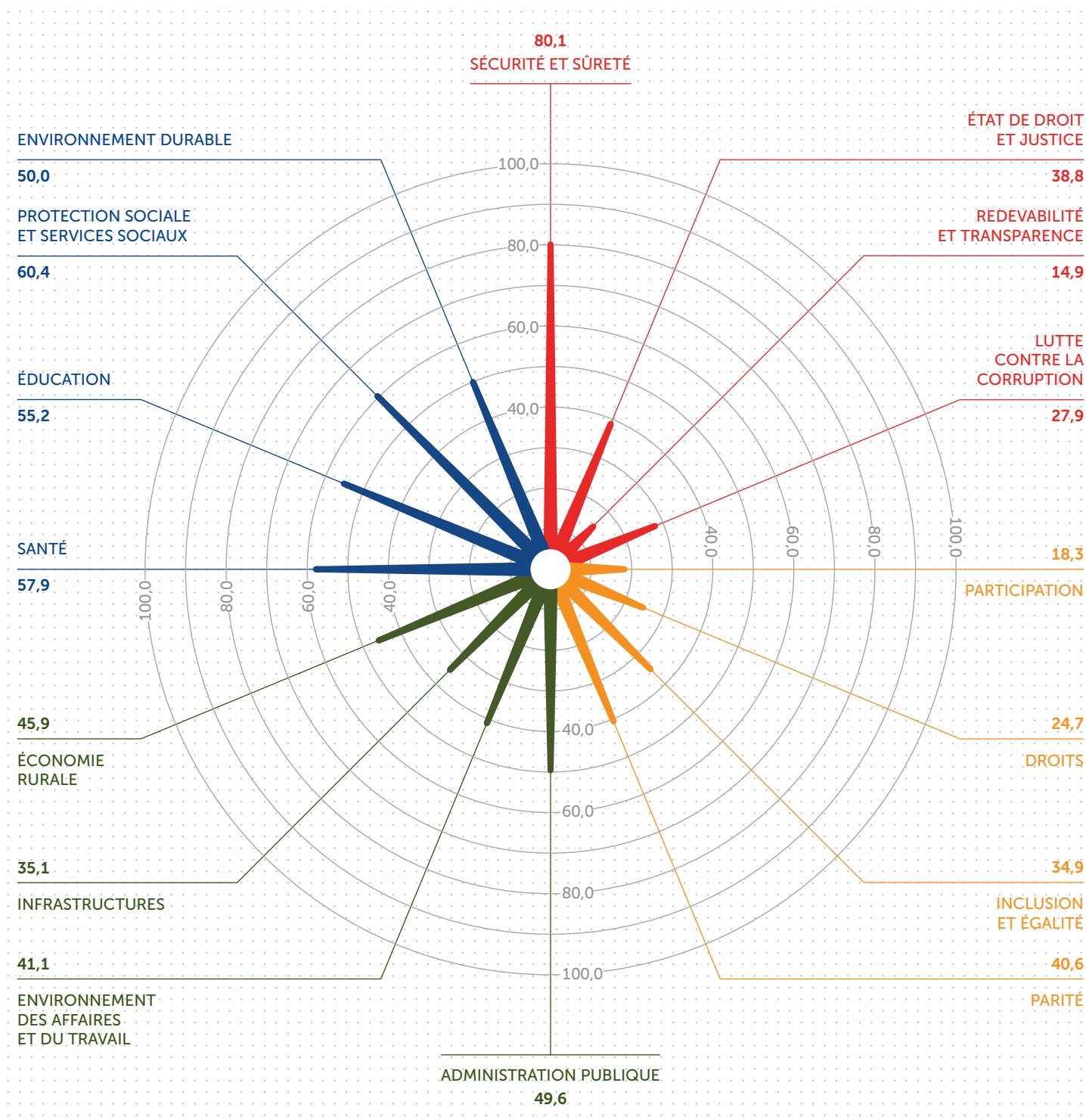
- Gouvernance globale
- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

Djibouti : *Gouvernance globale*
et scores par catégorie (2012-2021)



Sous-catégories : scores et tendances

Djibouti : scores par sous-catégorie (2021)



Sous-catégories : scores et tendances

Depuis 2012, le score de Djibouti s'est amélioré dans 11 des 16 sous-catégories. Il s'est amélioré dans toutes les sous-catégories de la catégorie *Développement humain*. La catégorie dans laquelle le plus grand nombre de sous-catégories ont régressé est *Sécurité et État de droit*. En 2021, Djibouti obtient un score supérieur à la moyenne du continent dans trois sous-catégories et figure parmi les dix pays les moins bien classés dans 4 des 16 sous-catégories. Il figure toutefois en 2021 parmi les dix pays les mieux classés concernant l'une des sous-catégories.

Meilleurs scores	Score (2021)
Sécurité et sûreté	80,1
Protection sociale et services sociaux	60,4
Santé	57,9

Scores les plus faibles	Score (2021)
Redevabilité et transparence	14,9
Participation	18,3
Droits	24,7

Facteurs d'évolution de la *Gouvernance globale* : tendances des sous-catégorie (2012-2021)

Principaux moteurs de l'évolution observée (2012-2021)

Sous-catégorie	Tendance	Score
Infrastructures	+ 15,4	35,1
Protection sociale et services sociaux	+ 15,0	60,4
Parité	+ 14,7	40,6
Économie rurale	+ 8,7	45,9
Éducation	+ 8,3	55,2
Administration publique	+ 5,8	49,6
État de droit et justice	+ 4,1	38,8
Participation	+ 3,4	18,3
Inclusion et égalité	+ 2,3	34,9
Santé	+ 1,1	57,9
Environnement durable	+ 0,6	50,0

Principaux freins à l'évolution observée (2012-2021)

Sous-catégorie	Tendance	Score
Lutte contre la corruption	- 9,3	27,9
Environnement des affaires et du travail	- 6,0	41,1
Redevabilité et transparence	- 4,1	14,9
Droits	- 3,7	24,7
Sécurité et sûreté	- 2,4	80,1

Catégories IIAG

- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

Indicateurs : scores et tendances

Djibouti obtient un score supérieur à la moyenne du continent concernant 26 des 81 indicateurs. Djibouti a obtenu le score minimal (0,0) pour trois indicateurs. Depuis 2012, le score de Djibouti établi par l'IIAG s'est amélioré concernant 44 des 81 indicateurs et il a régressé concernant 27 autres. Neuf indicateurs n'enregistrent aucune évolution*.

* Djibouti ne dispose d'aucune donnée pour l'un des indicateurs.

Catégories IIAG

- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

Scores les plus élevés et les plus faibles (2021)

Scores les plus élevés (2021)	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Absence de conflit armé	99,2	25	Sécurité et sûreté
Diversification économique	99,0	1	Environnement des affaires et du travail
Absence de migration forcée	96,2	33	Sécurité et sûreté
Ressources humaines dans l'enseignement	94,1	7	Éducation
Qualité de l'air	83,0	12	Environnement durable
Absence de violences à l'encontre de la population civile	80,0	32	Sécurité et sûreté
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	80,0	17	Parité
Logement décent	79,2	5	Protection sociale et services sociaux
Absence de criminalité	77,8	7	Sécurité et sûreté
Contrôle des maladies non contagieuses	73,8	25	Santé

Scores les plus faibles (2021)	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Transparence des archives publiques	0,0	53	Redevabilité et transparence
Libertés d'association et de réunion	0,0	46	Participation
Relations du travail	0,0	50	Environnement des affaires et du travail
Égalité d'accès des femmes aux services publics	3,4	54	Parité
Accès aux archives publiques	4,2	41	Redevabilité et transparence
Protection contre la discrimination	8,3	28	Droits
Accès à des services bancaires	9,4	42	Environnement des affaires et du travail
Accès au marché en milieu rural	9,4	37	Économie rurale
Dispositifs anti-corruption	9,5	46	Lutte contre la corruption
Procédures de passation des marchés publics	12,5	44	Lutte contre la corruption

Plus fortes améliorations/régressions (2012-2021)

Plus fortes améliorations (2012-2021)	Tendance sur 10 ans	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	+ 60,0	80,0	17	Parité
Logement décent	+ 39,3	79,2	5	Protection sociale et services sociaux
Communications mobiles	+ 33,4	50,2	41	Infrastructures
Accès numérique	+ 30,1	37,0	13	Infrastructures
Application de la loi	+ 25,0	25,0	41	État de droit et justice
Représentation et participation en milieu rural	+ 22,8	49,5	37	Économie rurale
Qualité du système éducatif	+ 16,7	50,0	20	Éducation
Ressources humaines dans l'enseignement	+ 16,6	94,1	7	Éducation
Filets de protection sociale	+ 16,6	57,7	7	Protection sociale et services sociaux
Pouvoir et représentation politiques des femmes*	+ 14,4	60,9	10	Parité

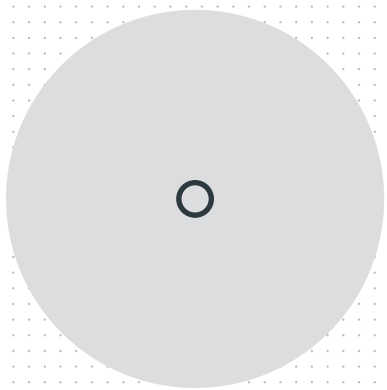
Plus fortes régressions (2012-2021)	Tendance sur 10 ans	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Relations du travail	- 25,0	0,0	50	Environnement des affaires et du travail
Procédures de passation des marchés publics	- 25,0	12,5	44	Lutte contre la corruption
Intégration régionale	- 20,1	32,2	36	Environnement des affaires et du travail
Absence de corruption au sein du secteur privé	- 20,0	40,0	25	Lutte contre la corruption
Droits numériques	- 17,6	24,5	48	Droits
Transparence des archives publiques	- 12,5	0,0	53	Redevabilité et transparence
Égalité en matière d'éducation	- 9,7	38,0	37	Éducation
Absence de pression indue sur le gouvernement	- 8,1	14,9	42	Redevabilité et transparence
Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux (RSI)	- 7,9	27,6	50	Santé
Absence de violences à l'encontre de la population civile	- 7,3	80,0	32	Sécurité et sûreté

Voix des citoyens : scores et tendances

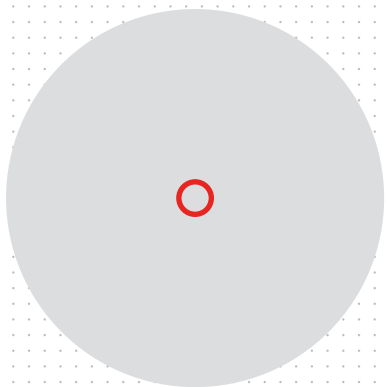
La section Voix des citoyens complète les résultats de l'IAG en évaluant la perception des services publics par les citoyens et leur satisfaction en la matière. Cet indice reprend les catégories de l'IAG et fournit des données sur la perception qu'ont les citoyens de la gouvernance en s'appuyant sur les variables de substitution les plus proches des indicateurs de l'IAG.

Les données brutes servant à calculer la Voix des citoyens proviennent toutes d'Afrobaromètre. Aucune donnée relative à la Voix des citoyens n'est disponible pour Djibouti.

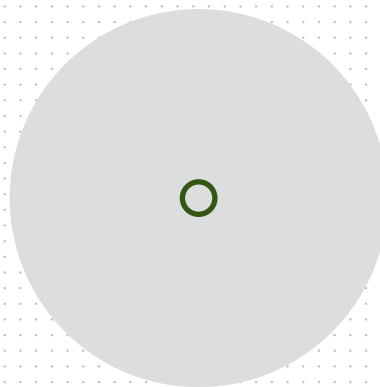
Perception des citoyens en matière de
Gouvernance globale (2012-2021)



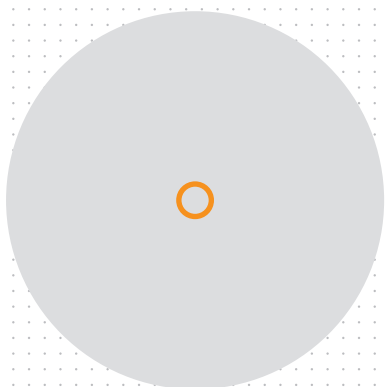
Perception des citoyens en matière de
Sécurité et d'État de droit (2012-2021)



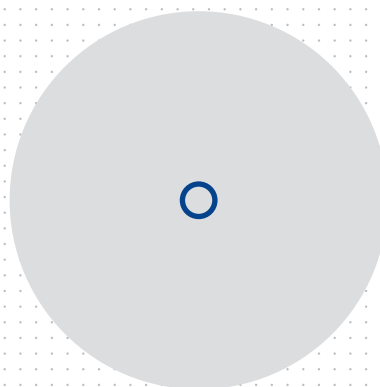
Perception par les citoyens du Fondement des
opportunités économiques (2012-2021)



Perception des citoyens en matière de Participation,
Droits et Inclusion (2012-2021)



Perception par les citoyens du
Développement humain (2012-2021)



Données générales

Région

Afrique de l'Est

Géographie

Côtier

Adhésion(s) CER

**Marché commun de l'Afrique
orientale et australe (COMESA)**

**Communauté des États
sahélo-sahariens (CEN-SAD)**

**Autorité intergouvernementale
pour le développement (IGAD)**

Chef(s) d'État: 2012-2021

**Président Ismaïl Omar Guelleh
(1999-)**

Données complémentaires

Indicateur	Valeur	Unité
Données démographiques		
Population	1,1	million
Population urbaine	78,2	% de la population totale
Données économiques		
PIB	3,4	USD courants (milliards)
Croissance du PIB	+ 4,3	% annuel
PIB par habitant	3 363,7	USD courants
PIB par habitant (en PPA)	5 925,8	dollars internationaux courants
RNB	3,3	USD courants (milliards)
Croissance du RNB	+ 1,1*	% annuel
RNB par habitant (en PPA)	5 740	dollars internationaux courants
Total des échanges	223,1*	% du PIB
Taux de chômage (15 ans et plus)	28,4	% de la population en âge de travailler
Taux de chômage chez les jeunes (15-24 ans)	79,9	% de la population en âge de travailler
Données financières		
Dette de l'administration centrale	40,9*	% du PIB
APD	256,1*	USD courants (millions)
APD	8,3*	% du RNB
IED	5*	% du PIB

* Quand les données de 2021 ne sont pas disponibles, elles sont remplacées par les données disponibles les plus récentes.

Fiches des scores IIAG 2022

GOVERNANCE GLOBALE

2021 SCORE/100	2021 CLASSEMENT/54	TENDANCE 2012-2021
42,2	39 ^e	+3,3

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	40,4	39	-3,0
SÉCURITÉ ET SÛRETÉ	80,1	27	-2,4
Absence de conflit armé	99,2	25	-0,7
Absence de violences à l'encontre de la population civile	80,0	32	-7,3
Absence de migration forcée	96,2	33	-2,8
Absence de traite des personnes et de travail forcé	47,3	40	+0,0
Absence de criminalité	77,8	7	-1,5
ÉTAT DE DROIT ET JUSTICE	38,8	36	+4,1
Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif	25,5	51	+0,4
Impartialité du système judiciaire	29,9	40	-3,2
Procédures judiciaires	65,4	11	+2,0
Égalité devant la loi	33,3	33	+0,0
Application de la loi	25,0	41	+25,0
Droits de propriété	53,5	33	+0,0
REDEVABILITÉ ET TRANSPARENCE	14,9	50	-4,1
Contrepouvoirs institutionnels	23,2	44	+0,7
Absence de pression indue sur le gouvernement	14,9	42	-8,1
Contrepouvoirs civiques	32,2	46	-0,8
Transparence des archives publiques	0,0	53	-12,5
Accès aux archives publiques	4,2	41	+0,0
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	27,9	38	-9,3
Dispositifs anti-corruption	9,5	46	+0,0
Absence de corruption au sein des institutions d'État	41,4	30	+1,6
Absence de corruption au sein du secteur public	36,1	32	-3,3
Procédures de passation des marchés publics	12,5	44	-25,0
Absence de corruption au sein du secteur privé	40,0	25	-20,0

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION	29,6	46	+4,1
PARTICIPATION	18,3	46	+3,4
Libertés d'association et de réunion	0,0	46	+0,0
Pluralisme politique	20,3	48	+6,2
Espace accordé à la société civile	32,2	39	+1,0
Élections démocratiques	20,6	40	+6,3
DROITS	24,7	47	-3,7
Libertés individuelles	25,1	40	-3,8
Liberté d'expression et de croyance	45,9	37	-0,3
Liberté des médias	19,6	53	-5,4
Droits numériques	24,5	48	-17,6
Protection contre la discrimination	8,3	28	+8,3
INCLUSION ET ÉGALITÉ	34,9	42	+2,3
Égalité en matière de pouvoir politique	29,9	41	+4,0
Égalité en matière de représentation politique	37,0	31	+3,3
Égalité en matière de libertés individuelles	45,2	43	-6,4
Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques	35,5	38	+8,0
Égalité en matière d'accès aux services publics	26,6	37	+2,1
PARITÉ	40,6	44	+14,7
Pouvoir et représentation politiques des femmes	60,9	10	+14,4
Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes	30,7	52	-0,9
Opportunités socioéconomiques pour les femmes	27,9	46	+0,0
Égalité d'accès des femmes aux services publics	3,4	54	+0,0
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	80,0	17	+60,0

TENDANCES

Progression accélérée	Redressement	Profil plat
Progression ralentie	Détérioration ralentie	NA
Signal d'alerte	Détérioration accélérée	

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES	42,9	38	+5,9
ADMINISTRATION PUBLIQUE	49,6	32	+5,8
État civil	62,5	24	+0,0
Capacité du système statistique	37,2	37	+10,1
Mobilisation des ressources fiscales	43,4	28	-4,4
Gestion budgétaire et financière	55,0	23	+12,8
Efficacité de l'administration	50,1	26	+10,9
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DU TRAVAIL	41,1	37	-6,0
Intégration régionale	32,2	36	-20,1
Diversification économique	99,0	1	+0,7
Régulation des affaires et de la concurrence	35,0	45	-2,5
Accès à des services bancaires	9,4	42	+5,2
Relations du travail	0,0	50	-25,0
Fiabilité des opportunités d'emploi	71,0	13	+5,3
INFRASTRUCTURES	35,1	26	+15,4
Réseaux de transport	16,9	44	-1,2
Accès à l'énergie	35,1	28	+4,9
Communications mobiles	50,2	41	+33,4
Accès numérique	37,0	13	+30,1
Réseau de transport et postal	36,4	14	+9,9
ÉCONOMIE RURALE	45,9	38	+8,7
Accès au foncier et à l'eau en milieu rural	73,3	11	+14,4
Accès au marché en milieu rural	9,4	37	-6,3
Soutien de l'économie rurale	51,5	33	+3,9
Représentation et participation en milieu rural	49,5	37	+22,8

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

DÉVELOPPEMENT HUMAIN	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
	/100 2021	/54 2021	2012-2021
DÉVELOPPEMENT HUMAIN	55,9	18	+6,3
SANTÉ	57,9	26	+1,1
Accès aux soins de santé	57,5	18	+5,3
Accès à l'eau et à l'assainissement	66,6	12	+3,3
Contrôle des maladies contagieuses	66,1	39	+3,4
Contrôle des maladies non contagieuses	73,8	25	-2,4
Santé infantile et maternelle	55,6	33	+4,6
Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux	27,6	50	-7,9
ÉDUCATION	55,2	20	+8,3
Égalité en matière d'éducation	38,0	37	-9,7
Scolarisation	20,9	42	+7,0
Achèvement des études	72,8	8	+10,8
Ressources humaines dans l'enseignement	94,1	7	+16,6
Qualité du système éducatif	50,0	20	+16,7
PROTECTION SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX	60,4	8	+15,0
Filets de protection sociale	57,7	7	+16,6
Politiques de lutte contre la pauvreté	47,8	23	+1,7
Correction des inégalités socioéconomiques	44,5	30	+4,2
Logement décent	79,2	5	+39,3
Sécurité alimentaire	72,8	15	+12,9
ENVIRONNEMENT DURABLE	50,0	37	+0,6
Protection de l'environnement	36,1	42	-5,6
Respect de la politique environnementale	.	.	-
Qualité de l'air	83,0	12	+5,0
Utilisation durable des terres et des forêts	52,4	38	+1,6
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique	28,6	47	+1,7

Sources

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

SÉCURITÉ ET SÛRETÉ

Absence de conflit armé (ACLED/UCDP)

Absence de violences à l'encontre de la population civile (ACLED/PTS)

Absence de migration forcée (IDMC/UNHCR)

Absence de traite des personnes et de travail forcé (ENACT/V-DEM)

Absence de criminalité (ENACT/WHO)

ÉTAT DE DROIT ET JUSTICE

Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif (V-DEM/WJP)

Impartialité du système judiciaire (AFIDEP&GI/V-DEM)

Procédures judiciaires (V-DEM/WJP)

Égalité devant la loi (FH/WJP)

Application de la loi (AFIDEP&GI/WEF/WJP)

Droits de propriété (BS/V-DEM/WJP)

REDEVABILITÉ ET TRANSPARENCE

Contrepouvoirs institutionnels (BS/V-DEM/WJP)

Absence de pression indue sur le gouvernement (BS/FH/V-DEM)

Contrepouvoirs civiques (BS/V-DEM/WJP)

Transparence des archives publiques (AFIDEP&GI/IBP/WJP)

Accès aux archives publiques (AFIDEP&GI/WJP)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Dispositifs anti-corruption (AFIDEP&GI/BS)

Absence de corruption au sein des institutions d'État (V-DEM/WJP)

Absence de corruption au sein du secteur public (V-DEM/WEF/WJP)

Procédures de passation des marchés publics (AFIDEP&GI/WJP)

Absence de corruption au sein du secteur privé (WB/WEF)

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

PARTICIPATION

Libertés d'association et de réunion (AFIDEP&GI/FH)

Pluralisme politique (AFIDEP&GI/V-DEM)

Espace accordé à la société civile (AFIDEP&GI/V-DEM)

Élections démocratiques (AFIDEP&GI/CDD-Ghana/V-DEM)

DROITS

Libertés individuelles (FH/V-DEM/WJP)

Liberté d'expression et de croyance (FH/V-DEM/WJP)

Liberté des médias (AFIDEP&GI/V-DEM/RSF)

Droits numériques (AFIDEP&GI/DSP&V-DEM/V-DEM)

Protection contre la discrimination (AFIDEP&GI)

INCLUSION ET ÉGALITÉ

Égalité en matière de pouvoir politique (V-DEM)

Égalité en matière de représentation politique (FH/IPU/V-DEM)

Égalité en matière de libertés individuelles (V-DEM)

Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques (AFIDEP&GI/V-DEM)

Égalité en matière d'accès aux services publics (V-DEM)

PARITÉ

Pouvoir et représentation politiques des femmes (AFIDEP&GI/IPU/V-DEM)

Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes (V-DEM/WB)

Opportunités socioéconomiques pour les femmes (AFIDEP&GI/V-DEM)

Égalité d'accès des femmes aux services publics (V-DEM)

Législation contre les violences à l'encontre des femmes (WB)

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

ADMINISTRATION PUBLIQUE

État civil (AFIDEP&GI)

Capacité du système statistique (AFIDEP&GI/ODW/V-DEM/WB)

Mobilisation des ressources fiscales (AfDB/UNU-WIDER/WB)

Gestion budgétaire et financière (AfDB/WB)

Efficacité de l'administration (AfDB/AFIDEP&GI/V-DEM/WB)

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DU TRAVAIL

Intégration régionale (AfDB/AfDB&AUC/UNCTAD)

Diversification économique (OEC/UNCTAD)

Régulation des affaires et de la concurrence (AfDB/BS/WB)

Accès à des services bancaires (GSMA/IMF)

Relations du travail (AFIDEP&GI/WEF)

Fiabilité des opportunités d'emploi (ILO/WB)

INFRASTRUCTURES

Réseaux de transport (AfDB/WEF)

Accès à l'énergie (WB/WHO)

Communications mobiles (ITU)

Accès numérique (ITU/WB)

Réseau de transport et postal (UNCTAD/UPU)

ÉCONOMIE RURALE

Accès au foncier et à l'eau en milieu rural (IFAD)

Accès au marché en milieu rural (IFAD)

Soutien de l'économie rurale (IFAD)

Représentation et participation en milieu rural (IFAD)

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

SANTÉ

Accès aux soins de santé (V-DEM/WHO)

Accès à l'eau et à l'assainissement (WHO&UNICEF)

Contrôle des maladies contagieuses (UNAIDS/WHO)

Contrôle des maladies non contagieuses (IHME)

Santé infantile et maternelle (IGME/MMEIG/UNDESA/UNICEF&WHO&WB)

Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux (RSI) (WHO)

ÉDUCATION

Égalité en matière d'éducation (V-DEM/UNESCO)

Scolarisation (UNESCO)

Achèvement des études (UNESCO)

Ressources humaines dans l'enseignement (UNESCO)

Qualité du système éducatif (BS/WB/WEF)

PROTECTION SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX

Filets de protection sociale (AFIDEP&GI/BS)

Politiques de lutte contre la pauvreté (AfDB/BS/WB)

Correction des inégalités socioéconomiques (AfDB/FFP/WB/WID.World)

Logement décent (CAHF/UN-Habitat&UNDESA)

Sécurité alimentaire (FAO)

ENVIRONNEMENT DURABLE

Protection de l'environnement (AfDB/BS/WB)

Respect de la politique environnementale (WEF/WJP)

Qualité de l'air (HEI&IHME)

Utilisation durable des terres et des forêts (FAO/WB/WRI)

Protection de la biodiversité terrestre et aquatique (ENACT/WB/Yale & Columbia)

Acronymes

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project	UNAIDS	Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
AfDB	African Development Bank	UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
AFIDEP	African Institute for Development Policy	UNDESA	United Nations Department of Economic and Social Affairs
AUC	African Union Commission	UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
BS	Bertelsmann Stiftung	UN-Habitat	United Nations Human Settlements Programme
CAHF	Centre for Affordable Housing Finance in Africa	UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
CDD-Ghana	Ghana Center for Democratic Development	UNICEF	United Nations Children's Fund
Columbia	Center for International Earth Science Information Network Earth Institute, Columbia University	UNU-WIDER	United Nations University - World Institute for Development Economics Research
DSP	Digital Society Project	UPU	Universal Postal Union
ENACT	ENACT Africa	V-DEM	Varieties of Democracy Institute
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations	WB	World Bank
FFP	Fund for Peace	WEF	World Economic Forum
FH	Freedom House	WHO	World Health Organization
GI	Global Integrity	WID.World	World Inequality Database
GSMA	Global System for Mobile Communications	WJP	World Justice Project
HEI	Health Effects Institute	WRI	World Resources Institute
IBP	International Budget Partnership	Yale	Yale Center for Environmental Law & Policy
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre		
IFAD	International Fund for Agricultural Development		
IHME	Institute for Health Metrics and Evaluation		
ILO	International Labour Organization		
IMF	International Monetary Fund		
IPU	Inter-Parliamentary Union		
ITU	International Telecommunication Union		
ODW	Open Data Watch		
OEC	Observatory for Economic Complexity		
PTS	Political Terror Scale		
RSF	Reporters sans frontières (Reporters Without Borders)		
UCDP	Uppsala Conflict Data Program		
UN IGME	United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation		
UN MMEIG	United Nations Maternal Mortality Estimation Inter-agency Group		



mo.ibrahim.foundation

FB→ /MolbrahimFoundation

TW→ @Mo_IbrahimFdn #IIAG

IG→ moibrahimfoundation